



CHAPITRE 52

CHAPTER 52

Loi modifiant la charte de la cité de
Montréal

An Act to amend the charter of the city
of Montréal

[Sanctionnée le 14 février 1958]

[Assented to, the 14th of February, 1958]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de ladite cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées, et attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1899,
c. 58,
a. 21e,
am.

1. L'article 21e de la loi 62 Victoria, chapitre 58, édicté par la loi 11 George V, chapitre 112 (cédula B), article 5, et modifié par les lois 15 George V, chapitre 92, article 5; 18 George V, chapitre 97, article 1; 23 George V, chapitre 123, article 3, et 6 George VI, chapitre 72, article 1, est de nouveau modifié en supprimant, dans le paragraphe 5, les mots "et quand ils ont été approuvés par le conseil, ces contrats sont signés par le président du comité exécutif et par le greffier, au nom de la cité".

Id., a. 23,
am.

2. L'article 23 de ladite loi remplacé par les lois 8 George V, chapitre 84, article 13; 11 George V, chapitre 112 (cédula B), article 7; et modifié par la loi 23 George V, chapitre 123, article 4, est de nouveau modifié en supprimant, dans la première ligne, les mots "refuse ou".

Preamble.

WHEREAS the city of Montréal has, by its petition, represented that it is in the interest of the said city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 62 Victoria, chapter 58, and the acts amending it, be further amended, and whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Article 21e of the act 62 Victoria, chapter 58, enacted by the act 11 George V, chapter 112 (schedule B), section 5, and amended by the acts 15 George V, chapter 92, section 5; 18 George V, chapter 97, section 1; 23 George V, chapter 123, section 3, and 6 George VI, chapter 72, section 1, is again amended by striking therefrom, in paragraph 5, the words "and, when approved by the council, such contracts shall be signed by the chairman of the executive committee and by the clerk, in the name of the city".

Id., a. 23,
am.

2. Article 23 of the said act replaced by the acts 8 George V, chapter 84, section 13; 11 George V, chapter 112 (schedule B), section 7; and amended by the act 23 George V, chapter 123, section 4, is again amended by striking therefrom, in the first line, the words "refuses or".

1899,
c. 58,
a. 292,
remp.
Décisions
prises
à la
majorité.

3. L'article 292 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"292. Aux assemblées du conseil, la majorité des membres présents décide des questions et matières qui y sont soumises. Cependant, dans le cas où une règle du conseil, un règlement municipal, une disposition de cette charte ou une loi générale ou spéciale exige un plus grand nombre de voix concordantes, il suffit que la décision soit prise à la majorité des membres présents pourvu que cette majorité comprenne au moins trente-quatre voix. La majorité, au sens du présent article, signifie le plus grand nombre de voix concordantes.

Restriction.

Les dispositions du présent article n'affectent pas les matières visées aux articles 21j et 21m de la charte de la cité."

1899,
c. 58,
a. 334,
am.

4. L'article 334 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, remplacé par les lois 4 Edouard VII, chapitre 72, article 27; et 2 George V, chapitre 56, article 13; et modifié par les lois 23 George V, chapitre 123, article 17; 5 George VI, chapitre 73, article 22, et 8 George VI, chapitre 50, article 4, est de nouveau modifié en remplaçant l'alinéa qui se lit comme suit:

"Si le conseil n'adopte pas le budget avant le 16 mars de chaque année, ce budget devient automatiquement en vigueur à partir de cette date."

Entrée en
vigueur
automa-
tique.

par l'alinéa suivant:
"Si le conseil n'adopte pas le budget avant le 16 mars de chaque année, ce budget, tel qu'adopté par le comité exécutif, devient automatiquement en vigueur à partir de cette date de même que les règlements et résolutions nécessaires pour l'imposition des taxes, permis et licences compris dans le revenu probable de l'exercice suivant. Pour les fins du présent article, le mot "budget" comprend et les dépenses et le revenu."

1916, (2)
c. 60,
a. 18, am.

5. L'article 18 de la loi 7 George V, chapitre 60, tel que modifié par la loi 19 George V, chapitre 97, article 37, est de nouveau modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

Exception.

"Cette disposition ne s'applique pas non plus à la pension, rente viagère ou autre bénéfice qu'un fonctionnaire à sa

3. Article 292 of the act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

1899,
c. 58,
a. 292,
replaced.
Decisions
reached
by ma-
jority.

"292. At meetings of the council, the majority of the members present shall decide on the questions and matters submitted thereto. However, whenever a larger number of concurrent votes is required by any regulation of the council, any municipal by-law, any provision of this charter or general law or special act, such decision may simply be reached by the majority of the members present, provided such majority comprises at least thirty-four votes. The majority, within the meaning of this article, designates the greater number of concurrent votes.

The provisions of this section shall not affect the matters contemplated in articles 21j and 21m of the charter of the city."

Restriction.

4. Article 334 of the act 62 Victoria, chapter 58, replaced by the acts 4 Edward VII, chapter 72, section 27; and 2 George V, chapter 56, section 13; and amended by the acts 23 George V, chapter 123, section 17; 5 George VI, chapter 73, section 22, and 8 George VI, chapter 50, section 4, is again amended by replacing the paragraph reading as follows:

"If the council does not adopt the budget before the 16th of March of each year, such budget shall come into force automatically as from such date."

by the following paragraph:
"If the council does not adopt the budget before the 16th of March of each year, such budget, as it is adopted by the executive committee, shall come into force automatically as from such date, as well as the by-laws and resolutions necessary to impose the taxes, permits and licences comprised in the expected revenue of the next fiscal year. For the purposes of this article, the word "budget" shall comprise expenses and revenue."

1899,
c. 58,
a. 334,
am.

Coming
into force
automa-
tically.

5. Article 18 of the act 7 George V, chapter 60, as amended by the act 19 George V, chapter 97, article 7, is further amended by adding thereto, at the end, the following paragraph:

"Such provision shall not apply either to the pension, life annuity or other benefit which an employee on pension

1916, (2)
c. 60,
a. 18, am.

Exception.

retraite retire d'une caisse de retraite ou d'un fonds de pension auquel il a contribué comme employé de la cité."

draws from a superannuation or pension fund to which he shall have contributed as an employee of the city."

1899,
c. 58,
a. 362,
am.

6. L'article 362 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, article 36, et modifié par les lois 8 Edouard VII, chapitre 85, articles 18 et 19; 15 George V, chapitre 92, article 24; 18 George V, chapitre 97, article 8; 24 George V, chapitre 88, article 8; 25-26 George V, chapitre 113, article 9; 1 George VI, chapitre 103, article 40; 2 George VI, chapitre 105, article 6, et 3 George VI, chapitre 104, article 8, est de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe *a*, le mot "fabriques" par le mot "cimetières";

b) en ajoutant, après le quatrième alinéa du paragraphe *f*, les paragraphes suivants:

"g) Les terrains et bâtiments appartenant à des fabriques, ou occupés par ces fabriques pour les fins pour lesquelles elles ont été établies, et non possédés ou occupés par elles uniquement pour en retirer un revenu. Les dispositions du troisième alinéa du paragraphe *f* qui précède sont applicables au présent paragraphe;

"h) Tout immeuble ou partie d'immeuble occupé par des institutions ou corporations religieuses légalement constituées, et pour les fins pour lesquelles elles ont été établies et non occupé par elles principalement pour en retirer un revenu."

Immeu-
bles de
fabriques.

Immeu-
bles de
corporations
religieuses.

1899,
c. 58,
a. 363,
am.

7. L'article 363 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, modifié par les lois 1 Edouard VII, chapitre 43, article 1; 6 George V, chapitre 44, article 15; 8 George V, chapitre 84, article 32; 22 George V, chapitre 105, article 19; 25-26 George V, chapitre 112, article 4; 1 George VI, chapitre 103, article 41; 5 George VI, chapitre 78, article 28; 1-2 Elizabeth II, chapitre 65, article 14, et 3-4 Elizabeth II, chapitre 52, article 9, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"La cité peut aussi imposer et prélever, par règlement, une taxe, qui sera appelée "taxe d'affaires", sur tous les commerces, manufactures, établissements financiers ou

"taxe
d'affai-
res".

6. Article 362 of the act 62 Victoria, 1899, chapter 58, as replaced by the act 3 Edward VII, chapter 62, section 36, and amended by the acts 8 Edward VII, chapter 85, sections 18 and 19; 15 George V, chapter 92, section 24; 18 George V, chapter 97, section 8; 24 George V, chapter 88, section 8; 25-26 George V, chapter 113, section 9; 1 George VI, chapter 103, section 40; 2 George VI, chapter 105, section 6, and 3 George VI, chapter 104, section 8, is again amended

a. by replacing, in the third line of paragraph *a* thereof, the word "fabriques" by the word "cemeteries";

b. by adding thereto, after the fourth sub-paragraph of paragraph *f*, the following paragraphs:

"g. Lands and buildings belonging to fabriques, or occupied by such fabriques for the purposes for which they have been established, and not owned or occupied by them solely to derive revenue therefrom. The provisions of the preceding third sub-paragraph of paragraph *f* shall be applicable to the present paragraph;

"h. Any immovable or part of immovable occupied by religious institutions or religious corporations legally constituted, and for the purposes for which they have been established and not occupied by them principally to derive a revenue therefrom."

Fabriques
lands and
buildings.

Immove-
ables of
religious
institu-
tions.

7. Article 363 of the act 62 Victoria, 1899, chapter 58, amended by the acts 1 Edward VII, chapter 43, section 1; 6 George V, chapter 44, section 15; 8 George V, chapter 84, section 32; 22 George V, chapter 105, section 19; 25-26 George V, chapter 112, section 4; 1 George VI, chapter 103, section 41; 5 George VI, chapter 78, section 28; 1-2 Elizabeth II, chapter 65, section 14, and 3-4 Elizabeth II, chapter 52, section 9, is again amended by replacing the first paragraph thereof by the following:

"The city may impose and levy, by by-law, a tax to be called the "business tax", on all trades, manufactures, financial or commercial establishments, pre-

"business
tax".

commerciaux, les lieux occupés comme maisons d'entrepôt ou d'emménagement, occupations, arts, professions ou moyen de profit, de gain ou d'existence, exercés ou exploités par une personne ou des personnes, sociétés ou corporations dans la cité. Cette taxe d'affaires sera imposée et prélevée au taux que le conseil déterminera, sur la valeur locative annuelle de la totalité ou d'une partie des bâtiments et terrains occupés ou utilisés pour les fins susdites. Toutes personnes, sociétés ou corporations exerçant ou exploitant ces commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, maisons d'entrepôt ou d'emménagement, occupations, arts, professions ou moyens de profit, de gain ou d'existence sont directement responsables du paiement de ladite taxe."

mises occupied as warehouses or store-houses, occupations, arts, professions, or means of profit, gain or livelihood, carried on or operated by any person or persons, societies or corporations in the city. Such business tax shall be imposed or levied at the rate which the council shall determine, on the annual rental value of the whole or part of the buildings and lands occupied or used for the abovementioned purposes. All persons, societies or corporations engaged in or carrying on such trades, manufactures, financial or commercial establishments, warehouses or store-houses, occupations, arts, professions or means of profit, gain or livelihood, shall be directly responsible for the payment of such tax."

1899,
c. 58,
a. 375,
am.

8. L'article 375 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, remplacé par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, article 41, et modifié par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, article 23, par la loi 19 George V, chapitre 97, article 22, et par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 69, articles 10, 11 et 12 est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe *b* par le paragraphe suivant:

Rôle sup-
plémentaire.

"*b*) A chacune des deux années suivant le dépôt du rôle d'évaluation, l'estimateur dresse en double, pour chaque quartier de la cité, un rôle supplémentaire pour les immeubles dont le propriétaire a changé depuis le premier janvier précédent. Ce rôle supplémentaire doit être complété et déposé le ou avant le premier décembre, après avoir été signé par l'estimateur.

Muta-
tions.

Au cas de transport d'immeubles par acte enregistré, entre le dépôt de ce rôle supplémentaire et le premier janvier suivant, l'estimateur inscrit cet immeuble au rôle supplémentaire de la même manière que si le transport en avait été enregistré avant le dépôt de ce même rôle.

Entrées
au rôle.

Les entrées sur le rôle supplémentaire remplacent sur le rôle d'évaluation ou sur le rôle supplémentaire précédent les entrées concernant les mêmes immeubles et le rôle supplémentaire fait partie, à toute fin légale, du rôle d'évaluation."

8. Article 375 of the act 62 Victoria, chapter 58, replaced by the act 3 Edward VII, chapter 62, section 41, and amended by the act 7 Edward VII, chapter 63, section 23, by the act 19 George V, chapter 97, section 22, and by the act 4-5 Elizabeth II, chapter 69, sections 10, 11 and 12 is again amended by replacing paragraph *b* thereof by the following paragraph:

1899,
c. 58,
a. 375,
am.

"*b*. In each of the two years following the deposit of the valuation roll, the assessor shall draw up in duplicate, for each ward of the city, a supplementary roll for the immovables the owner of which has changed since the preceding first of January. Such supplementary roll shall be completed and deposited on or before the first of December, after having been signed by the assessor.

Supple-
mentary
roll.

In the case of the transfer of immovables by registered deed, between the deposit of such supplementary roll and the first of January following, the assessor shall enter such immovable on the supplementary roll in the same manner as if the transfer thereof had been registered before the deposit of the said roll.

Muta-
tions.

The entries in the supplementary roll shall replace on the valuation roll or on the previous supplementary roll the entries concerning the same immovables and the supplementary roll shall form part, for all legal purposes, of the valuation roll."

Entries
in roll.

1899,
c. 58,
a. 375a,
am.

9. L'article 375a de la loi 62 Victoria, chapitre 58, édicté par la loi 1 George VI, chapitre 103, article 51, modifié par les lois 2 George VI, chapitre 105, article 12; et 3 George VI, chapitre 104, article 12; et remplacé par la loi 5 George VI, chapitre 73, article 34, et modifié par les lois 15-16 George VI, chapitre 65, article 4, et 4-5 Elizabeth II, chapitre 69, articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18, est de nouveau modifié en remplaçant les trois premiers alinéas du paragraphe 2, par les suivants:

Fixation
de la
valeur
des im-
meubles
subdivi-
sés, etc.

"L'estimateur fixe la valeur réelle des immeubles qui ont été subdivisés ou resubdivisés suivant un plan déposé au bureau d'enregistrement depuis le premier décembre précédent, celle des immeubles dont une partie a changé de propriétaire, de même que celle des bâtiments dont on a terminé la construction, l'agrandissement, la réparation ou la modification ou qu'on a commencé à occuper en tout ou en partie depuis le premier décembre précédent; il fait au rôle d'évaluation triennal ou au rôle supplémentaire les changements qui en résultent en indiquant la date à laquelle la subdivision ou le transfert a eu lieu ou, suivant le cas, celle à laquelle les travaux ont été terminés ou l'occupation commencée; il en informe le directeur des finances et il avise le dernier propriétaire enregistré qui a trente (30) jours pour déposer une plainte contre cette estimation.

Calcul de
la contri-
bution à
payer.

Le directeur des finances calcule la proportion de la contribution foncière qui doit être payée pour la période comprise entre la date indiquée sur le certificat de l'estimateur et la fin de l'exercice en cours."

1899,
c. 58,
a. 376,
am.

10. L'article 376 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, remplacé par les lois 7 Edouard VII, chapitre 63, article 24; 1 George VI, chapitre 103, article 52; 5 George VI, chapitre 73, article 35; et 1-2 Elizabeth II, chapitre 65, article 16, est modifié en remplaçant les deuxième et troisième alinéas par les alinéas suivants:

Calcul de
la taxe
person-
nelle, etc.

"Nonobstant la valeur locative indiquée au rôle déposé pour l'exercice alors en cours, le montant de toute taxe personnelle et des taxes d'eau et d'affaires sera calculé au taux établi par le conseil sur

9. Article 375a of the act 62 Victoria, chapter 58, enacted by the act 1 George VI, chapter 103, section 51, amended by the acts 2 George VI, chapter 105, section 12; and 3 George VI, chapter 104, section 12; and replaced by the act 5 George VI, chapter 73, section 34, and amended by the acts 15-16 George VI, chapter 65, section 4, and 4-5 Elizabeth II, chapter 69, sections 13, 14, 15, 16, 17 and 18, is again amended by replacing the first three sub-paragraphs of paragraph 2 thereof, by the following:

1899,
c. 58,
a. 375a,
am.

"The assessor shall fix the real value of the immoveables which have been subdivided or re-subdivided according to a plan deposited at the registry office since the preceding first of December, that of the immoveables, part of which has changed owner, together with that of the buildings the construction, the extension, the repair or the modification of which shall have been completed or of which occupancy shall have begun in whole or in part since the preceding first of December; he shall enter in the triennial valuation roll or in the supplementary roll the changes resulting therefrom showing the date on which the subdivision or the transfer shall have occurred or, as the case may be, that on which the works shall have been completed or the occupancy started; he shall inform accordingly the director of finance and notify the last registered owner who shall have thirty (30) days to deposit a complaint against such assessment.

Fixation
of value
of sub-
divided
immove-
ables, etc.

The director of finance shall calculate the proportion of the real estate tax to be paid for the period comprised between the date shown on the assessor's certificate and the end of the current fiscal year."

Calcula-
tion of
tax to
be paid.

10. Article 376 of the act 62 Victoria, chapter 58, replaced by the acts 7 Edward VII, chapter 63, section 24; 1 George VI, chapter 103, section 52; 5 George VI, chapter 73, section 35; and 1-2 Elizabeth II, chapter 65, section 16, is amended by replacing the second and third paragraphs thereof by the following paragraphs:

1899,
c. 58,
a. 376,
am.

"Notwithstanding the rental value shown on the roll deposited for the then current year, the amount of any personal tax and of water and business taxes shall be calculated according to the rate estab-

Calcula-
tion of
personal
tax, etc.

la valeur locative indiquée au rôle de perception des taxes de l'exercice précédent.

Fixation de la valeur locative d'immeubles omis, etc.

En tout temps après le 15 juillet, l'estimateur fixe par certificat la valeur locative des immeubles qui ont été omis, celle des immeubles dont une partie a changé de propriétaire, celle des immeubles qui ont été subdivisés suivant un plan déposé au bureau d'enregistrement depuis le dépôt du rôle, de même que celle des bâtiments dont on a terminé la construction, l'agrandissement, la réparation ou la modification ou qu'on a commencé à occuper en tout ou en partie depuis la date de ce dépôt; il indique sur le certificat la date de l'un ou l'autre de ces faits; il calcule la proportion des taxes personnelles qui doit être payée pour la période comprise entre cette date et la fin de l'exercice financier et il transmet immédiatement ce certificat au directeur des finances qui modifie en conséquence le rôle de perception des taxes, et ce certificat fait partie du rôle.

Avis au contribuable.

L'estimateur avise en même temps le contribuable qui a quinze (15) jours pour déposer une plainte contre cette nouvelle estimation laquelle plainte doit être faite par écrit à l'estimateur et transmise par ce dernier au bureau de revision qui en disposera, après avoir entendu les parties, selon les dispositions de la loi."

1899, c. 58, a. 382, am.

11. L'article 382 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, remplacé par les lois 25-26 George V, chapitre 113, article 15; 1 George VI, chapitre 103, article 57; et modifié par les lois 2 George VI, chapitre 105, article 14; 3 George VI, chapitre 104, article 13; 5 George VI, chapitre 73, article 42; 3-4 Elizabeth II, chapitre 52, article 15; et 4-5 Elizabeth II, chapitre 69, articles 20 et 21; est de nouveau modifié

a) en remplaçant les paragraphes 1 et 2 par les paragraphes suivants:

Bureau de revision des estimateurs.

"1. Un bureau est constitué sous le nom de "bureau de revision des estimations de la cité de Montréal". Ce bureau se compose de six membres que le conseil, à la majorité des membres présents, pourvu que cette majorité comprenne au moins 34 voix, nomme, remplace ou

lished by the council, on the rental value appearing on the tax collection roll of the preceding fiscal year.

At any time after the 15th of July, the assessor shall fix by certificate the rental value of the immoveables which have been omitted, that of immoveables part of which have changed owner, that of the immoveables which have been subdivided according to a plan deposited at the registry office since the deposit of the roll, together with that of the buildings the construction, the extension, the repair or modification of which shall have been completed or of which occupancy has begun in whole or in part since the date of such deposit; he shall indicate on the certificate the date of one or the other of such facts; he shall calculate the proportion of personal taxes to be paid for the period comprised between such date and the end of the fiscal year and shall transmit immediately such certificate to the director of finance who shall amend accordingly the tax collection roll, and such certificate shall form part of the roll.

Fixation of rental value of omitted immoveables, etc.

The assessor shall notify at the same time the ratepayer who shall have fifteen (15) days to deposit a complaint against such new valuation, which complaint shall be made in writing to the assessor, and forwarded by the latter to the board of revision that shall decide upon such complaint, after having heard the parties in accordance with the provisions of the law."

Notice to ratepayer.

11. Article 382 of the act 62 Victoria, chapter 58, replaced by the acts 25-26 George V, chapter 113, section 15; 1 George VI, chapter 103, section 57; and amended by the acts 2 George VI, chapter 105, section 14; 3 George VI, chapter 104, section 13; 5 George VI, chapter 73, section 42; 3-4 Elizabeth II, chapter 52, section 15; and 4-5 Elizabeth II, chapter 69, sections 20 and 21; is again amended

1899, c. 58, a. 382, am.

a. by replacing paragraphs 1 and 2 thereof by the following paragraphs:

"1. A board is constituted under the name of "board of revision of valuations of the city of Montréal". Such board shall comprise six members which the council, by majority of the members present, provided such majority comprise at least 34 votes, shall appoint, replace or

Board of revision of valuations.

révoque sur rapport du comité exécutif. Les personnes ainsi nommées ou à nommer doivent être contribuables et électeurs de la cité de Montréal et résider dans la cité ou dans l'une des municipalités sous le contrôle de la commission métropolitaine de Montréal;

Président, etc. "2. Le conseil désigne le président et le vice-président du bureau selon la procédure établie au paragraphe précédent. Au moins deux membres, dont le président, doivent, depuis au moins cinq ans, être membres du barreau de la province de Québec ou de l'ordre des notaires de ladite province.";

b) en ajoutant, après le paragraphe 3, le paragraphe suivant:

Fonctions continuées. "3a. Le président, le vice-président et le troisième membre du bureau de révision actuel conservent chacun leurs fonctions dans le nouveau bureau comme s'ils avaient été nommés en vertu des paragraphes 1 et 2 qui précèdent. Chacun d'eux conserve aussi les droits qu'il a acquis depuis la date de sa nomination.";

c) en remplaçant le paragraphe 6 par les paragraphes suivants:

Devoir des membres. "6. Les membres du bureau de révision sont soumis à la surveillance, aux ordres et au contrôle du président de ce bureau en ce qui regarde la formation des divisions, la distribution des plaintes, la tenue des séances, et généralement toutes matières d'administration qui les concernent.

Divisions. "6a. Le bureau compte deux divisions composées chacune de trois membres. Chaque division est compétente pour entendre et décider toutes matières, plaintes ou affaires soumises au bureau et qui tombent sous sa juridiction. Le président du bureau a autorité pour former chaque division, pour en modifier de temps à autre la composition et pour désigner le président de chaque division, lequel doit être un avocat ou un notaire, membre du barreau ou de l'ordre des notaires depuis au moins cinq ans. Le quorum de chaque division est de deux membres.

Remplacement. Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président d'une division, le président du bureau désigne, pour le remplacer, un autre membre et alors ce dernier exerce

dismissal on a report from the executive committee. The persons thus appointed or to be appointed shall be ratepayers and electors of the city of Montréal and reside in the city or in one of the municipalities under the control of the Montreal metropolitan commission;

Chairman, etc. "2. The council shall designate the chairman and vice-chairman of the board, following the procedure established in the preceding paragraph. At least two members, of which one, the chairman, must have been a member of the Bar of the Province of Québec or of the order of notaries of the said province for at least five years.";

b. by adding thereto, after paragraph 3, the following paragraph:

Offices continued. "3a. The chairman, the vice-chairman and the third member of the present board of revision shall each keep their office in the new board as if they had been appointed in virtue of preceding paragraphs 1 and 2. Each of them shall also preserve the rights which they had acquired since the date of their appointment.";

c. by replacing paragraph 6 thereof by the following paragraphs:

Duties of members. "6. The members of the board of revision shall be subject to the supervision, orders and control of the chairman of the board as regards the forming of divisions, the distribution of complaints, the holding of meetings and generally all administrative matters concerning them.

Divisions. "6a. The board shall comprise two divisions composed of three members each. Each division shall be competent to hear and decide all matters, complaints or business submitted to the board and which fall under its jurisdiction. The chairman of the board shall have the authority to form each division, to modify the composition thereof from time to time and to designate the chairman of each division who shall have been a lawyer or a notary, member of the bar or of the order of notaries for at least five years. The quorum of each division shall be two members.

Replacement. In case of absence or incapacity to act of the chairman of a division, the chairman of the board shall designate, to replace him another member and the

les mêmes pouvoirs que le président de division, sauf celui de décider les questions de droit s'il n'est pas avocat ou notaire, membre du barreau ou de l'ordre des notaires depuis au moins cinq ans;

Voix
prépon-
dérante
du pré-
sident.

"6b. Dans le cas de partage égal des voix, le président de chaque division a, en sus de son droit de vote comme membre de la division, voix prépondérante."

d) en y ajoutant, à la fin du paragraphe 7, les mots "s'il n'est pas avocat ou notaire, membre du barreau ou de l'ordre des notaires depuis au moins cinq ans";

e) en remplaçant le paragraphe 10 par le paragraphe suivant:

Secré-
taire.

"10. Le secrétaire ou les secrétaires-adjoints ont la garde des archives et doivent remplir tous les devoirs que leur assigne le président."

f) en remplaçant le paragraphe 12 par le paragraphe suivant:

Devoirs
des mem-
bres.

"12. Les membres du bureau consacrent tout leur temps à leurs fonctions. Chaque fois qu'une division entend une plainte, ses séances sont publiques, à moins que le président de la division n'en décide autrement.

Assermen-
tation des
témoins.

Les témoins entendus doivent être assermentés par le secrétaire ou l'un des secrétaires-adjoints, lesquels sont autorisés à ce faire."

g) en ajoutant, dans le paragraphe 12a, après les mots "le président" les mots "de la division";

h) en remplaçant le paragraphe 13 par le paragraphe suivant:

Règles
de procé-
dure.

"13. Les membres du bureau de revision réunis en assemblée plénière, sur convocation faite par le secrétaire, sur l'ordre du président du bureau, peuvent en tout temps adopter, à la majorité des membres présents, des règles pour la conduite des affaires qui sont de la juridiction du bureau et pour déterminer la procédure à suivre pour l'examen de ces affaires.

Appro-
bation.

Les règles de procédure ainsi adoptées sont sujettes à l'approbation du conseil, par voie de règlement, sur la recommandation du comité exécutif. Ces règles peuvent être modifiées ou abrogées de la même manière.

latter shall exercise the same powers as those of the chairman of the division, except that of deciding on questions of law if he is not a lawyer or a notary, member of the bar or of the order of notaries for at least five years;

"6b. In the case of a tie vote, the chairman of each division shall have a casting-vote, in addition to his vote as member of the division."

Casting-
vote of
chairman.

d. by adding thereto, at the end of paragraph 7, the words "if he has not been a lawyer or a notary, member of the bar or of the order of notaries for at least five years";

e. by replacing paragraph 10 thereof by the following paragraph:

"10. The secretary and the assistant secretaries shall have charge of the records and shall fulfil all the duties assigned to them by the chairman."

Secre-
tary.

f. by replacing paragraph 12 thereof by the following paragraph:

"12. The members of the board shall devote all their time to the duties of their office. Every time the division shall hear a complaint, its meetings shall be public, unless the chairman of the division decides otherwise.

Duties of
members.

The witness heard shall be sworn by the secretary or one of the assistant secretaries, who shall be authorized to do so."

Witnesses
under
oath.

g. by adding in paragraph 12a thereof, after the words "the chairman" the words "of the division";

h. by replacing paragraph 13 thereof by the following paragraph:

"13. The members of the board of revision meeting in committee of the whole, on convocation made by the secretary, on the order of the chairman of the board, may at any time adopt, by the majority of the members present, rules for the transaction of the matters which are under the jurisdiction of the board and to determine the procedure to be followed for the examination of such matters.

Rules of
proceed-
ings.

The rules of procedure thus adopted shall be subject to the approval of council, by by-law, on recommendation of the executive committee. Such rules may be amended or repealed in the same manner.

Approval.

Règles
conti-
nuées.

Les règles de pratique ou de procédure actuellement en vigueur continuent de l'être mais elles peuvent être modifiées ou abrogées en procédant de la manière indiquée ci-dessus.”;

i) en remplaçant le paragraphe 22 par le paragraphe suivant:

Procès-
verbal.

“22. Le secrétaire ou les secrétaires-adjoints doivent tenir un procès-verbal exact et fidèle des affaires qui sont soumises à chaque division, des procédures qui sont faites devant celle-ci et des décisions rendues. Les minutes de toute séance sont signées par le président de la division et par le secrétaire ou l'un des secrétaires-adjoints.”

The rules of practice or of procedure actually in force shall remain in force but they may be amended or repealed by proceeding in the manner hereabove indicated.”;

Rules
conti-
nued.

i. by replacing paragraph 22 thereof by the following paragraph:

“22. The secretary or the assistant secretaries shall keep exact and authentic minutes of the matters submitted to each division, of the proceedings made before it and of the decisions rendered by it. The minutes of every meeting shall be signed by the chairman of the division and by the secretary or one of the assistant secretaries.”

Minutes.

1899,
c. 58,
a. 406,
remp.

12. L'article 406 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par l'article suivant:

12. Article 406 of the act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following article:

1899,
c. 58,
a. 406,
replaced.Intérêt
sur taxes.

“**406.** Les taxes portent intérêt au taux de six pour cent par année à compter de l'expiration du délai pendant lequel elles doivent être payées, sans qu'il soit nécessaire qu'une demande spéciale soit faite à cet effet. Le conseil peut, toutefois, sur rapport du comité exécutif, à l'assemblée convoquée pour l'adoption du budget, décréter par résolution, un taux d'intérêt moindre.

“**406.** The taxes shall bear interest at the rate of six per cent per annum as of the expiry of the delay during which they should be paid, without any special request being necessary in this connection. Council may, however, on report from the executive committee, at the meeting convened for the adoption of the budget fix by resolution a lower rate of interest.

Interest
on taxes.1942,
c. 72,
a. 16, ab.

L'article 16 de la loi 6 George VI, chapitre 72, est abrogé.”

Article 16 of the act 6 George VI, chapter 72, is repealed.”

1942,
c. 72,
a. 16,
repealed.1899,
c. 58,
a. 421,
am.

13. L'article 421 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, modifié par les lois 3 George V, chapitre 54, article 20; 4 George V, chapitre 73, article 60; 11 George V, chapitre 111, article 4; 24 George V, chapitre 88, article 15; 3 George VI, chapitre 104, article 17; 14-15 George VI, chapitre 72, article 7; 1-2 Elizabeth II, chapitre 65, article 22; et 4-5 Elizabeth II, chapitre 69, article 24, est de nouveau modifié en remplaçant les deuxième et troisième alinéas par les suivants:

13. Article 421 of the act 62 Victoria, chapter 58, amended by the acts 3 George V, chapter 54, section 20; 4 George V, chapter 73, section 60; 11 George V, chapter 111, section 4; 24 George V, chapter 88, section 15; 3 George VI, chapter 104, section 17; 14-15 George VI, chapter 72, section 7; 1-2 Elizabeth II, chapter 65, section 22; and 4-5 Elizabeth II, chapter 69, section 24, is again amended by replacing the second and third paragraphs thereof by the following:

1899,
c. 58,
a. 421,
am.

Pouvoirs.

“Depuis le 16 janvier 1953, la cité est autorisée, pourvu, toutefois, qu'elle en assume seule le coût:

“Since the 16th of January, 1953, the city is authorized provided however, that it assumes alone the cost thereof:

Powers.

a) à acquérir de gré à gré ou par expropriation tout immeuble, toute partie d'immeuble ou toute servitude dans un rayon maximum de cent cinquante (150) pieds de la ligne de toute rue ou place publique dans les limites de son territoire,

a. to acquire by mutual agreement or by expropriation any immovable, any part of immovable or any servitude within a maximum radius of one hundred and fifty (150) feet from the line of any street or public place within the limits of its terri-

en vue d'en permettre un meilleur aménagement des abords. Toutefois, l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales est requise pour exercer ce pouvoir dans un rayon de plus de cent vingt-cinq (125) pieds;

b) à fermer, par résolution du conseil, sur rapport du comité exécutif, toute rue ou ruelle publique ou privée qu'elle jugera inutile, et à acquérir de gré à gré ou par expropriation les lots ou terrains constituant ces rues ou ruelles ainsi que les servitudes qui s'y rapportent;

c) à subdiviser, resubdiviser, échanger ou vendre, en tout ou en partie, tout immeuble, toute partie d'immeuble ou toute servitude dont elle est devenue propriétaire en vertu des pouvoirs donnés par les paragraphes *a* et *b* du présent article, de même que les immeubles formant l'assiette des rues ou ruelles dont elle était propriétaire avant leur fermeture."

1899,
c. 58,
a. 422,
am.

Procé-
dure.

14. L'article 422 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 65, article 24, est modifié en remplaçant les deuxième et troisième alinéas par les suivants:

"Dans ce cas le simple dépôt au bureau d'enregistrement de Montréal:

a) d'une copie certifiée de la résolution décrétant l'expropriation;

b) d'une copie certifiée de la résolution décidant la possession préalable et votant le crédit requis;

c) d'un certificat du directeur des finances attestant qu'il a et qu'il tient en disponibilité le crédit voté;

d) d'un plan accompagné d'une description, signés par un arpenteur,

transporte à la cité la propriété de l'immeuble, de partie d'immeuble ou de la servitude que le plan et la description indiquent.

Dépôt.

La cité doit alors déposer entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, dans un délai de soixante (60) jours du dépôt des documents ci-dessus mentionnés, un montant égal aux deux tiers de l'évaluation municipale s'il s'agit d'un immeuble entier ou de l'évaluation municipale estimée

tory in order to permit a better lay-out of the approaches. However, the previous approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs shall be required to exercise such power within a radius of more than one hundred and twenty-five (125) feet;

b. to close, by resolution of the council, and on report from the executive committee, any public or private street or lane which it shall deem useless, and to acquire by mutual agreement or by expropriation the lots or land constituting such streets or lane, as well as the servitudes pertaining thereto;

c. to subdivide, resubdivide, exchange or sell in whole or in part, any immovable, any part of immovable or any servitude which it has acquired in virtue of the powers granted by paragraphs *a* and *b* of the present article, together with the immovables forming the bed of the streets or lanes which it owned before their closing."

14. Article 422 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 1-2 Elizabeth II, chapter 65, article 24, is amended by replacing the second and third paragraphs thereof by the following:

"In such case the simple deposit at the registry office of Montréal of:

a. a certified copy of the resolution decreeing the expropriation;

b. a certified copy of the resolution deciding the prior possession and the voting of the required appropriation;

c. a certificate of the director of finance to the effect that he has and holds available the appropriation voted;

d. a plan, together with a description, signed by a surveyor,

shall convey to the city the ownership of the immovable, the part of immovable or the servitude shown on the plan and description.

The city shall then deposit in the hands of the prothonotary of the Superior Court of the district of Montréal, within a delay of sixty (60) days from the deposit of the abovementioned documents, an amount equal to two-thirds of the municipal valuation, in the case of a whole immovable, or of the municipal valuation estimated by

1899,
c. 58,
a. 422,
am.

Proce-
dure.

Deposit.

par le chef estimateur de la cité, s'il s'agit de partie d'un immeuble ou d'une servitude, et à valoir en déduction pour autant sur les indemnités qui seront plus tard déterminées suivant la procédure ordinaire, plus les intérêts au taux légal sur tel montant à compter de la prise de possession.

Délai. Ce dépôt doit cependant être fait dans un délai de soixante (60) jours de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, dans le cas des immeubles dont la prise de possession a été décidée antérieurement à cette date et pour lesquels la Régie des services publics n'aura pas déterminé l'indemnité avant l'expiration de ce délai.

Requête. Si la cité ne fait pas dans le délai qui y est indiqué, le dépôt prévu par les alinéas précédents, ceux qui y ont droit peuvent alors eux-mêmes, immédiatement, s'adresser à la Cour supérieure par simple requête signifiée à la cité un jour franc avant sa présentation, pour faire constater ce défaut et faire condamner la cité à payer le montant qu'elle aurait dû déposer. Le jugement sur ladite requête est final et sans appel et exécutoire comme tout jugement de la Cour supérieure en matières ordinaires entre les particuliers. La cité peut toujours se libérer en déposant le montant dû et en payant les frais, s'il y a lieu.

Dépôt du solde. Lorsque les indemnités auront été déterminées par la Régie des services publics, la cité déposera, conformément à l'article 440 de la charte, le solde du montant dû aux expropriés suivant le rapport homologué de la régie des services publics, plus les intérêts sur ce solde au taux légal à compter de la prise de possession.

Exécution du rapport homologué. Si la cité ne fait pas dans les trente (30) jours qui suivent l'homologation du rapport de la Régie des services publics le dépôt du solde du montant dû aux expropriés, ceux qui y ont droit peuvent alors immédiatement faire exécuter le rapport homologué de la Régie des services publics comme tout jugement de la Cour supérieure en matières ordinaires entre les particuliers, déduction faite du montant antérieurement reçu de la cité par l'exproprié, mais la cité peut toujours se libérer en déposant le montant du solde dû plus les intérêts sur ce solde à compter

the chief city assessor, in the case of a part of an immoveable or servitude, to be applied as deduction in the same amount on the indemnities which shall later be determined according to the usual procedure, plus the interest at the legal rate on such amount as from the date of taking possession.

However such deposit shall be made within a delay of sixty (60) days after the coming into force of this act, in the case of immoveables of which the taking possession was decided prior to such date and for which the Public Service Board will not have determined the indemnity before the end of such delay.

Should the city not make, within the delay indicated, the deposit provided for in the preceding paragraphs, the parties having a right to it may immediately petition the Superior Court by simple request served upon the city a full day before its presentation to have this default noted and have the city condemned to pay the amount which it should have deposited. The judgment on the said petition is final and without appeal and is binding as any other judgment of the Superior Court in any ordinary matters between individuals. The city may always obtain discharge by depositing the amount owed and by paying the costs thereof, if need be.

When the indemnities shall have been determined by the Public Service Board, the city shall deposit, in conformity with article 440 of the charter, the balance of the amount owed to the expropriated parties according to the homologated report of the public service board, plus the interest on such balance at the legal rate as from the taking of possession.

Should the city not make within the thirty (30) days following the homologation of the report of the Public Service Board the deposit of the balance of the amount due to the expropriated parties, those having a right to it may immediately have the homologated report of the Public Service Board executed as any judgment of the Superior Court in ordinary matters between individuals, deduction made of the amount previously received from the city by the expropriated party, but the city may always obtain discharge by depositing the amount of the balance

de la prise de possession et en payant les frais d'exécution s'il y a lieu."

owed plus the interest on such balance as from the date of taking possession and by paying the costs of execution, if need be."

1899,
c. 58,
a. 440,
am.

15. L'article 440 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, remplacé par les lois 4 George V, chapitre 73, article 20; et 15 George V, chapitre 92, article 47, est modifié en remplaçant, dans le dernier alinéa, les mots "un mandat adressé au shérif lui enjoignant" par les mots "un jugement ordonnant au shérif".

15. Article 440 of the act 62 Victoria, chapter 58, replaced by the acts 4 George V, chapter 73, section 20; and 15 George V, chapter 92, section 47, is amended by replacing therein, in the last paragraph, the words "a warrant addressed to the sheriff ordering the latter" by the words "a judgment ordering the sheriff".

1899,
c. 58,
a. 444,
am.

16. L'article 444 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots "les deniers ont été déposés comme susdits" par les mots "un dépôt requis soit par l'article 422, soit par l'article 440 a été fait".

16. Article 444 of the act 62 Victoria, chapter 58, is amended by replacing therein, in the first line, the words "when the money is deposited as aforesaid" by the words "a deposit required either by article 422 or by article 440 shall have been made".

1933,
c. 123,
a. 43, am.

17. L'article 43 de la loi 23 George V, chapitre 123, remplacé par la loi 24 George V, chapitre 88, article 25, est modifié en remplaçant, dans la septième ligne, les mots "à la cité" par les mots "au comité exécutif de la cité".

17. Section 43 of the act 23 George V, chapter 123, replaced by the act 24 George V, chapter 88, section 25, is amended by replacing therein, in the seventh line the words "for the city" by the words "for the executive committee of the city".

1899,
c. 58,
a. 457a,
am.

18. L'article 457a de la loi 62 Victoria, chapitre 58, édicté par la loi 4 George V, chapitre 73, article 29, est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

18. Article 457a of the act 62 Victoria, chapter 58, enacted by the act 4 George V, chapter 73, section 29, is amended by adding thereto at the end, the following paragraph:

Entrées
illégalement
faites.

"Toutefois, si une ou plusieurs entrées ont été illégalement faites au rôle, le comité exécutif pourra annuler ou corriger ces entrées, sans qu'il soit nécessaire d'annuler tout le rôle, dans le cas où ces corrections n'auront pas pour effet d'augmenter ou de diminuer la quote-part des autres propriétaires."

"However, should one or several entries have been illegally made on the roll, the executive committee may annul or correct such entries, without the necessity of annulling the whole roll, in the case where such corrections shall not have the effect of increasing or decreasing the share of the other proprietors."

1899,
c. 58,
a. 503a,
aj.

19. La loi 62 Victoria, chapitre 58, telle que modifiée par des statuts subséquents, est de nouveau modifiée en ajoutant, après l'article 503, l'article suivant:

19. The act 62 Victoria, chapter 58, as amended by subsequent statutes, is further amended by adding thereto, after article 503, the following article:

Agents
spéciaux
de sécurité.

"503a. Le comité exécutif peut également nommer des agents spéciaux dont le nombre ne devra pas excéder deux cent cinquante, pour veiller, dans le voisinage des écoles, à la sécurité des enfants qui doivent traverser la rue pour se rendre en classe ou s'en retourner chez eux.

"503a. The executive committee may also appoint special agents the number of whom shall not exceed two hundred and fifty, to look after, in the vicinity of schools, the safety of children who must cross the street to reach school or return home.

Special
safety
agents.

Les dispositions du paragraphe *b* de l'article 30 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 65, sont applicables à ces agents spéciaux."

The provisions of paragraph *b* of article 30 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 65, are applicable to such special agents."

Paiements
autorisés.

20. Nonobstant toute disposition législative ou réglementaire inconciliable, la cité est autorisée à payer, par résolution du comité exécutif, à même le revenu réel de l'exercice 1957-58 tel qu'estimé par le directeur des finances:

a) la somme de un million trois cent dix-neuf mille trente-sept dollars, non prévue au budget de l'exercice 1957-58, nécessaire pour verser à ses fonctionnaires, pour la période du premier décembre 1956 au 30 avril 1958, les augmentations de traitements décrétées par la sentence arbitrale du 30 avril 1957 pour régler le différend entre, d'une part, le Syndicat national des fonctionnaires municipaux de Montréal et, d'autre part, la cité de Montréal;

b) la somme de six cent vingt-quatre mille cinq cent trois dollars, non prévue au budget de l'exercice 1957-58, nécessaire pour verser à ses policiers, pour la période du premier décembre 1957 au 30 avril 1958, les augmentations de traitements payables rétroactivement au premier décembre 1957 en vertu d'une convention collective négociée récemment, pour remplacer la précédente expirée le 30 novembre 1957;

c) la somme de quatre cent vingt-cinq mille six cent quatre-vingt-treize dollars, non prévue au budget de l'exercice 1957-58, nécessaire pour verser à ses pompiers, pour la période du premier décembre 1957 au 30 avril 1958, les augmentations de traitements payables rétroactivement au premier décembre 1957 en vertu d'une convention collective négociée récemment, pour remplacer la précédente expirée le 30 novembre 1957;

d) un montant n'excédant pas cinq cent mille dollars, non prévu au budget de l'exercice 1957-58, pour défrayer le coût d'hospitalisation, de séjour et d'entretien des indigents dans les institutions d'assistance publique;

e) une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq mille dollars non prévue au budget de l'exercice 1957-58 pour défrayer le coût d'augmentation de salaires qui

Paiements
author-
ized.

20. Notwithstanding any inconsistent legislative or regulative provision, the city is authorized to pay, by resolution of the executive committee, out of the real revenue of the 1957-58 fiscal year as estimated by the director of finance:

a. the sum of one million three hundred nineteen thousand and thirty-seven dollars, not provided for in the budget of the 1957-58 fiscal year, required to pay to its employees, for the period from December 1st, 1956 to April 30th, 1958, the salary increases ordained by the arbitration award of April 30th, 1957 to settle the dispute between, on the one part, the National Syndicate of Municipal Employees of Montréal and, on the other part, the city of Montréal;

b. the sum of six hundred twenty-four thousand five hundred and three dollars, not provided for in the budget of the 1957-58 fiscal year, required to pay to its policemen, for the period from December 1st, 1957 to April 30th, 1958, the salary increases payable retroactively as from December 1st, 1957 in virtue of a collective agreement recently negotiated to replace the preceding one which expired on November 30th, 1957;

c. the sum of four hundred twenty-five thousand six hundred and ninety-three dollars, not provided for in the budget of the 1957-58 fiscal year, required to pay to its firemen, for the period from December 1st, 1957 to April 30th, 1958, the salary increases payable retroactively as from December 1st, 1957 in virtue of a collective agreement recently negotiated to replace the preceding one which expired on November 30th, 1957;

d. an amount not to exceed five hundred thousand dollars that is not foreseen in the budget for the fiscal year 1957-58, to meet the cost of hospitalization, stay and upkeep of the needy in public assistance institutions;

e. a sum not exceeding five hundred and twenty-five thousand dollars that is not foreseen in the budget for the fiscal year 1957-58, to meet the cost of wage

pourront avoir été accordées à ses employés manuels pour la période du premier décembre 1957 au 30 avril 1958, soit en vertu d'une convention collective destinée à remplacer la précédente expirée le premier décembre 1957, soit en vertu d'une sentence arbitrale;

f) une somme n'excédant pas un million de dollars non prévue au budget de l'exercice 1957-58 pour défrayer le coût de l'enlèvement de la neige et de l'entretien des rues jusqu'à la fin de l'exercice courant.

Acquisition d'immeubles validée.

21. En ce qui concerne l'acquisition par la cité d'étendues de terrains ou d'immeubles supérieures ou excédant le terrain nécessaire à l'assiette de la rue, est déclarée valide et légale à toutes fins que de droit l'acquisition à l'amiable ou par voie d'expropriation par la cité, en vue du redressement et de l'élargissement de la rue Burnside à l'est de la rue Stanley, de tous les immeubles indiqués sur le plan B-87, Saint-Antoine.

Usage.

La cité n'est cependant pas tenue d'utiliser pour le redressement et l'élargissement de la rue Burnside à l'est de la rue Stanley, les immeubles ou parties d'immeubles indiqués comme non requis pour telles fins sur le plan numéro B-104 Saint-Antoine daté du 7 janvier 1958 portant la signature du directeur du service des travaux publics de la cité, et déposé dans ses bureaux.

Immeubles déclarés riverains, etc.

Les immeubles ou parties d'immeubles ainsi indiqués comme non requis pour le redressement et l'élargissement de la rue Burnside à l'est de la rue Stanley sont déclarés, à toutes fins que de droit, riverains de la rue projetée. Ils sont, de plus, déclarés résidus de terrains expropriés, et la cité peut les traiter et en disposer comme tels, suivant les prescriptions des lois qui la régissent.

Acquisition d'immeubles validée.

22. En ce qui concerne l'acquisition par la cité d'étendues de terrains ou d'immeubles supérieures ou excédant le terrain nécessaire à l'assiette de la rue, est déclarée valide et légale à toutes fins que de droit l'acquisition à l'amiable ou par voie d'expropriation par la cité, en vue de l'ouverture et de l'élargissement de la rue Berri, entre les rues Ontario et Roy, de

increase that may have been granted to its manual employees for the period running from the first of December, 1957, to the 30th of April, 1958, either under a joint agreement intended to replace the former agreement expired on the first of December, 1957, or under an arbitration award;

f. a sum not exceeding one million dollars that is not foreseen in the budget for the fiscal year 1957-58, to meet the cost of snow removal and maintenance of streets till the end of the present fiscal year.

21. As concerns the acquisition by the city of land or immoveables larger than or exceeding the land required for the bed of the street, is declared valid and legal to all intents and purposes the acquisition by mutual agreement or by expropriation by the city, to straighten and widen Burnside street, east of Stanley street, of all the immoveables shown on plan B-87 Saint-Antoine.

Acquisition of immoveables validated.

The city, however, shall not be held to use for the straightening and widening of Burnside street, east of Stanley street, the immoveables or parts of immoveables shown as not required for such purposes on plan number B-104 Saint-Antoine dated January 7th, 1958, bearing the signature of the director of the public works department of the city and deposited in his office.

Use.

The immoveables or parts of immoveables thus shown as not required for the straightening and widening of Burnside street, east of Stanley street are declared, to all intents and purposes, bordering on the projected street. They are, in addition, declared residues of expropriated land, and the city may treat them or dispose of them as such, according to the provisions of the acts governing it.

Immoveables declared bordering, etc.

22. As regards the acquisition by the city of land or immoveables larger than or exceeding the land required for the bed of the street, is declared valid and legal to all intents and purposes, the acquisition by mutual agreement or by expropriation by the city, to open and widen Berri street, between Ontario and Roy streets, of all the immoveables shown on plan

Acquisition of immoveables validated.

tous les immeubles indiqués sur les plans B-56 Saint-Jacques et B-58 Saint-Jacques.

Usage.

La cité n'est cependant pas tenue d'utiliser pour l'ouverture et l'élargissement de la rue Berri, entre les rues Ontario et Roy conformément aux plans B-56 Saint-Jacques et B-58 Saint-Jacques, les immeubles ou parties d'immeubles indiqués comme non requis pour fins publiques sur le plan numéro B-76 Saint-Jacques daté du 7 janvier 1958 portant la signature du directeur du service des travaux publics de la cité, et déposé dans ses bureaux.

Immeubles déclarés riverains, etc.

Les immeubles ou parties d'immeubles ainsi indiqués comme non requis pour fins publiques sont déclarés, à toutes fins que de droit, riverains de la rue Berri projetée et assujettis au paiement de dix pour cent du coût de l'expropriation déclaré par la cité payable par les propriétaires des immeubles compris dans la zone bornée par la rue Notre-Dame, le boulevard Saint-Laurent, la rue Roy, la rue du parc LaFontaine, la rue Sherbrooke et l'avenue Papineau, à raison de la valeur desdits immeubles sans les bâtiments. Ils sont, de plus, déclarés résidus de terrains expropriés, et la cité peut les traiter et en disposer comme tels, suivant les prescriptions des lois qui la régissent.

Immeubles pour prolongement de rues.

La cité est, de plus, autorisée à utiliser, pour le prolongement de la rue Malines, pour le prolongement de la rue Rigaud et pour fins de ruelles, les immeubles ou parties d'immeubles indiqués comme requis pour telles fins sur ledit plan B-76 Saint-Jacques.

Acquisition d'immeubles validée.

23. En ce qui concerne l'acquisition par la cité d'étendues de terrain ou d'immeubles supérieures ou excédant le terrain nécessaire à l'assiette de la rue, est déclarée valide et légale à toutes fins que de droit l'acquisition à l'amiable ou par voie d'expropriation par la cité, en vue du prolongement de la rue McGregor, entre les rues Simpson et McTavish, de tous les immeubles indiqués sur le plan Mc-36 Saint-Antoine.

Usage.

La cité n'est cependant pas tenue d'utiliser pour le prolongement de la rue McGregor, les immeubles ou parties d'immeubles indiqués comme non requis pour

B-56 Saint-Jacques and B-58 Saint-Jacques.

The city, however, shall not be held to use for the opening and widening of Berri street, between Ontario and Roy streets, in conformity with plans B-56 Saint-Jacques and B-58 Saint-Jacques, the immoveables or parts of immoveables shown as not required for public purposes on plan number B-76 Saint-Jacques dated January 7th, 1958, bearing the signature of the director of the public works department of the city, and deposited in his office.

Use.

The immoveables or parts of immoveables thus shown as not required for public purposes are declared, to all intents and purposes, bordering on projected Berri street and subject to the payment of ten per cent of the cost of the expropriation declared by the city payable by the proprietors of the immoveables comprised in the zone bounded by Notre-Dame street, Saint-Laurent boulevard, Roy street, du parc Lafontaine street, Sherbrooke street and Papineau avenue, by reason of the value of said immoveables without the buildings. In addition, they are declared residues of expropriated land, and the city may treat them or dispose of them as such, according to the provisions of the acts governing it.

Immoveables declared bordering, etc.

Moreover, the city is authorized to use for the extension of Malines street, for the extension of Rigaud street, and for lane purposes, the immoveables or parts of immoveables shown as required for such purposes on said plan B-76 Saint-Jacques.

Immoveables for extension of streets.

23. As concerns the acquisition by the city of land or immoveables larger than or exceeding the land required for the bed of the street is declared valid and legal, to all intents and purposes the acquisition by mutual agreement or by expropriation by the city, to extend McGregor street, between Simpson and McTavish streets, of all the immovables shown on plan Mc-36 Saint-Antoine.

Acquisition of immoveables validated.

The city, however, shall not be held to use for the extension of McGregor street, the immoveables or parts of immoveables shown as not required for such purposes

Use.

telles fins sur le plan Mc-46 Saint-Antoine daté du 7 janvier 1958 portant la signature du directeur du service des travaux publics de la cité, et déposé dans ses bureaux.

Immeu-
bles
déclarés
riverains,
etc.

Les immeubles ou parties d'immeubles ainsi indiqués comme non requis pour le prolongement de la rue McGregor, entre les rues Simpson et McTavish sont déclarés, à toutes fins que de droit, riverains de la rue projetée et assujettis au paiement du coût de l'expropriation déclaré par la cité payable par les propriétaires. Ils sont, de plus, déclarés résidus de terrains expropriés, et la cité a et a toujours eu, depuis le premier octobre 1955, le droit de les traiter et d'en disposer comme tels suivant les prescriptions des lois qui la régissent.

Actes
validés.

24. Sont déclarés valides et légaux, à toutes fins que de droit les actes suivants:

1° L'acte de vente par la cité de Montréal à Dominion Rubber Company Limited d'une partie de la rue Champlain, reçu devant Me L.-A. Marchessault, notaire, le 26 novembre 1957, sous le numéro 13,358 de son répertoire, enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal le 2 décembre 1957 sous le numéro 1,309,716;

2° L'acte de cession par la cité de Montréal à la clinique B.C.G. de Montréal du lot numéro 189-1331 du cadastre officiel du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation reçu devant Me L.-A. Marchessault, notaire, le 24 août 1956, sous le numéro 13,063 de son répertoire, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal le 29 du même mois sous le numéro 1,223,896;

3° L'acte d'échange entre la cité de Montréal et le collège Sainte-Croix, de certains immeubles situés dans les quartiers Préfontaine et Maisonneuve, reçu devant Me L.-A. Marchessault, notaire, le 4 décembre 1957, sous le numéro 13,363 de son répertoire, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal le 6 du même mois, sous le numéro 1,310,643, ainsi que l'acte de correction de la description desdits immeubles reçu devant le même notaire le 23 décembre 1957, sous le numéro 13,379 de son répertoire, et

on plan Mc-46 Saint-Antoine dated January 7th, 1958, bearing the signature of the director of the public works department of the city, and deposited in his office.

The immoveables or parts of immoveables thus shown as not required for the extension of McGregor street between Simpson and McTavish streets, are declared to all intents and purposes, bordering on the projected street and subject to the payment of the cost of the expropriation declared by the city payable by the proprietors. They are, moreover, declared residues of expropriated land, and the city has and has always had, since October first, 1955, the right to treat them and dispose of them as such, according to the acts governing it.

Immove-
ables
declared
bordering,
etc.

24. The following deeds are declared valid and legal for all legal purposes:

Deeds
validated.

1. The deed of sale by the city of Montréal to the Dominion Rubber Company Limited of part of Champlain street, received before Me L. A. Marchessault, notary, on November 26th, 1957, under number 13,358 of his repertory, registered at the registry office of Montréal, on December 2nd, 1957, under number 1,309,716;

2. The deed of cession by the city of Montréal to the Montreal B.C.G. Clinic of lot number 189-1331 of the official cadastre of the incorporated village of Côte-de-la-Visitation received before Me L. A. Marchessault, notary, on August 24th, 1956, under number 13,063 of his repertory, and registered at the registry office of Montréal, on the 29th of the same month, under number 1,223,896;

3. The deed of exchange between the city of Montréal and Sainte-Croix College, of certain immoveables located in Préfontaine and Maisonneuve wards, received before Me L. A. Marchessault, notary, on December 4th, 1957, under number 13,363 of his repertory, and registered at the registry office of Montréal on the 6th of the same month, under number 1,310,643, as also the deed of correction of the description of the said immoveables received before the same notary on December 23rd, 1957, under number 13,379

enregistré le lendemain sous le numéro 1,313,109;

4° L'acte d'échange de certains immeubles entre la cité de Montréal et Canadian Pacific Railway Company en vue de l'élargissement de la rue Windsor, reçu devant Me Jean-Luc Trempe, notaire, le 9 octobre 1957, sous le numéro 3,161 de son répertoire, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal le 15 du même mois, sous le numéro 1,300,945;

5° Le contrat passé entre la cité et La Fabrique Notre-Dame, relativement à l'installation d'une conduite d'eau dans le cimetière Notre-Dame-des-Neiges, reçu devant Me L.-A. Marchessault, notaire, le 10 septembre 1956, sous le numéro 13,079 de son répertoire, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal le 21 du même mois sous le numéro 1,228,779;

6° L'acte de vente d'une partie de la rue William par la cité à dame Lize Herman, veuve de feu Max Maislin, reçu devant Me L.-A. Marchessault, notaire, le 28 février 1956 sous le numéro 12,886 de son répertoire, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal le même jour, sous le numéro 1,188,397;

7° L'acte d'échange de certaines parties de terrain entre la cité et The Montreal Star Company Limited, reçu devant Me Jean-Luc Trempe, notaire, le 13 août 1957, sous le numéro 3,123 de son répertoire, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal le 3 septembre 1957 sous le numéro 1,292,331;

8° L'acte de vente par la cité à dame Véronique Lemire, épouse de J.-Aubin Gagnon, de certaines parties de terrains expropriés pour l'élargissement du boulevard Henri-Bourassa et non requis à cette fin, passé devant Me Henri Valade, notaire, le 20 décembre 1957, sous le numéro 12,843 de son répertoire, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal le 23 du même mois sous le numéro 1,313,618.

of his repertory, and registered the next day under number 1,313,109;

4. The deed of exchange of certain immoveables between the city of Montréal and the Canadian Pacific Railway Company in view of the widening of Windsor street, received before Me Jean-Luc Trempe, notary, on October 9th, 1957, under number 3,161 of his repertory, and registered at the registry office of Montréal on the 15th of the same month, under number 1,300,945;

5. The contract signed between the city and the Notre-Dame Fabrique, concerning the installation of a water main in Notre-Dame-des-Neiges cemetery, received before Me L. A. Marchessault, notary, on September 10th, 1956, under number 13,079 of his repertory, and registered at the registry office of Montréal, on the 21st of the same month under number 1,228,779;

6. The deed of sale of part of William street by the city to Dame Lize Herman, widow of the late Max Maislin, received before Me L. A. Marchessault, notary, on February 28th, 1956, under number 12,886 of his repertory, and registered at the registry office of Montréal on the same day, under number 1,188,397;

7. The deed of exchange of certain pieces of land between the city and The Montreal Star Company Limited, received before Me Jean-Luc Trempe, notary, on August 13th, 1957, under number 3,123 of his repertory, and registered at the registry office of Montréal on September 3rd, 1957, under number 1,292,331;

8. The deed of sale by the city to Dame Véronique Lemire, wife of J. Aubin Gagnon, of certain parts of lots expropriated for the widening of Henri-Bourassa Boulevard and not needed for such purpose, signed before Me Henri Valade, notary, on December 20th, 1957, under number 12,843 of his repertory, and registered at the registry office of Montréal on the 23rd of the same month under number 1,313,618.

Contrats
validés.

25. Sont déclarés valides et légaux et avoir eu pour effet de purger les immeubles de toute substitution, les contrats de vente suivants consentis par le shérif du district de Montréal à Samuel Pollock,

25. Are declared valid and legal and to have the effect of freeing the immoveables of any substitution the following deeds of sale passed before the sheriff of the district of Montréal, to Samuel

Contracts
validated.

lors d'une vente pour taxes contre la succession de Narcisse-Théophile Gagnon:

a) Contrat de vente du lot numéro P. 164-248 du cadastre de la paroisse de Montréal, en date du 10 janvier 1953, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal le 20 janvier 1953 sous le numéro 990,153;

b) Contrat de vente du lot numéro P. 164-249 du cadastre de la paroisse de Montréal, en date du 12 janvier 1953, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal le 20 janvier 1953 sous le numéro 990,154;

c) Contrat de vente du lot numéro P. 164-250 du cadastre de la paroisse de Montréal, en date du 13 janvier 1953, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal le 20 janvier 1953 sous le numéro 990,155.

Pollock, at a sale for taxes against the estate of Narcisse Théophile Gagnon:

a. Deed of sale of lot number P. 164-248 of the cadastre of the parish of Montréal, dated January 10th, 1953, and registered at the registry office of Montréal on January 20th, 1953, under number 990,153;

b. Contract of sale of lot number P. 164-249 of the cadastre of the parish of Montréal, dated January 12th, 1953, and registered at the registry office of Montréal on January 20th, 1953, under number 990,154;

c. Contract of sale of lot number P. 164-250 of the cadastre of the parish of Montréal, dated January 13th, 1953, and registered at the registry office of Montréal on January 20th, 1953, under number 990,155.

Ventes
autori-
sées.

26. La cité est autorisée à vendre ou à échanger suivant les dispositions de sa charte, les parties ci-après décrites de l'avenue Souigny et des rues Rouen, Vimont et Ville-Marie:

a) Une partie non-subdivisée du lot 5 (rue de Ville-Marie) du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, montrée par les lettres V.R.S.W. sur le plan V-35 Longue-Pointe daté du 10 janvier 1958, portant la signature du directeur du service des travaux publics et déposé dans ses bureaux; de figure rectangulaire, bornée au nord-est et au sud-ouest par d'autres parties non-subdivisées dudit lot 5, au sud-est par le lot 5-360 (rue de Ville-Marie), au nord-ouest par une autre partie non-subdivisée dudit lot 5 (rue de Ville-Marie); mesurant soixante-six pieds (66') de largeur et deux cent dix-neuf pieds (219') de longueur; contenant en superficie quatorze mille quatre cent cinquante-quatre pieds carrés (14,454), mesures anglaises, lequel terrain la cité a acquis du Canadian Pacific Railway Company par acte reçu devant le notaire Marchessault le 12 décembre 1957 sous le numéro 13,367 de son répertoire et enregistré le 27 du même mois sous le numéro 1,313,985;

b) Le lot 5-360 (rue de Ville-Marie) du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, montré par les lettres Q.V.W.T., sur le plan V-35 Longue-Pointe; de figure

26. The city is authorized to sell or exchange according to the provisions of its charter, the portions described hereunder of Souigny Avenue and Rouen, Vimont and Ville-Marie streets

a. An unsubdivided part of lot 5 (Ville-Marie street) of the cadastre of the parish of Longue-Pointe, shown by letters V.R.S.W. on plan V-35 Longue-Pointe dated January 10th, 1958, bearing the signature of the director of the public works department and deposited in his office; of rectangular shape, bounded on the northeast and southwest by other unsubdivided parts of the said lot number 5, on the southeast by lot number 5-360 (Ville-Marie street), on the northwest by another unsubdivided part of lot number 5 (Ville-Marie street); measuring sixty-six feet (66') in width and two hundred and nineteen feet (219') in length; containing an area of fourteen thousand four hundred and fifty-four square feet (14,454) English measure, which lot the city acquired from the Canadian Pacific Railway company by deed received before Me Marchessault, notary, on December 12th, 1957, under number 13,367 of his repository and registered on the 27th of the same month under number 1,313,985;

b. Lot 5-360 (Ville-Marie street) of the cadastre of the parish of Longue-Pointe, shown by letters Q.V.W.T. on plan V-35 Longue-Pointe; of rectangular

Sales au-
thorized.

rectangulaire, borné au nord-est par le lot 5-361, au sud-est par le lot 5-359 (rue de Rouen), au sud-ouest par une partie non-subdivisée du lot 5, au nord-ouest par une partie non-subdivisée du lot 5 (rue de Ville-Marie); mesurant soixante-six pieds (66') de largeur et deux cent douze pieds (212') de longueur; contenant en superficie treize mille neuf cent quatre-vingt-douze pieds carrés (13,992) mesures anglaises;

c) Le lot 5-359 (rue de Rouen) du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, montré par les lettres C.D.E.X. sur le plan V-35 Longue-Pointe; de figure rectangulaire, borné au nord-est par le lot 5-362 (rue Vimont) dudit cadastre, au sud-est par les lots 5-358 (rue) et 5-357 dudit cadastre, au sud-ouest par le lot 1-122 (rue de Rouen) du cadastre du village incorporé d'Hochelaga, au nord-ouest par une partie non-subdivisée du lot 5 et par les lots 5-360 (rue de Ville-Marie) et 5-361 dudit cadastre; mesurant soixante-six pieds (66') de largeur et trois cent quatre-vingt-treize pieds et deux dixièmes de pied (393.2') de longueur; contenant en superficie vingt-cinq mille neuf cent cinquante et un pieds carrés et deux dixièmes de pied carré (25,951.2'), mesures anglaises;

d) Le lot 5-358 (rue) du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, montré par les lettres A.B.X. sur le plan V-35 Longue-Pointe; de figure triangulaire, borné au nord-est par le lot 5-362 (rue Vimont), au sud par le lot 5-357, au nord-ouest par le lot 5-359 (rue de Rouen); mesurant dix pieds (10') dans ses lignes nord-est et nord-ouest et quatorze pieds et quatorze centièmes de pied (14.14') au sud; contenant en superficie cinquante pieds carrés (50') mesures anglaises;

e) Le lot 5-362 (rue Vimont) du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, montré par les lettres F.G.H.Y. sur le plan V-35 Longue-Pointe; de figure trapézoïdale, borné au nord-est par les lots 5-363 et 5-364 (rue), au sud-est par le lot 5-355 (avenue Souigny), au sud-ouest par les lots 5-357, 5-358, (rue) 5-359 (rue de Rouen) et 5-361, au nord-ouest par une partie non-subdivisée du lot 5 (rue Vimont); mesurant soixante-six pieds (66') de largeur, trois cent quatre-vingt-seize

shape, bounded on the northeast by lot 5-361, on the southeast by lot 5-359 (de Rouen street), on the southwest by an unsubdivided part of lot 5, on the northwest by an unsubdivided part of lot 5 (Ville-Marie street); measuring sixty-six feet (66') in width and two hundred and twelve feet (212') in length; containing an area of thirteen thousand nine hundred and ninety-two (13,992) square feet, English measure;

c. Lot 5-359 (de Rouen street) of the cadastre of the parish of Longue-Pointe, shown by the letters C.D.E.X. on plan V-35 Longue-Pointe; of rectangular shape, bounded on the northeast by the lot 5-362 (Vimont street) of the said cadastre, on the southeast by the lots 5-358 (street) and 5-357 of the said cadastre, on the southwest by lot 1-122 (de Rouen street) of the cadastre of the incorporated village of Hochelaga, on the northwest by an unsubdivided part of lot 5 and by lots 5-360 (Ville-Marie street) and 5-361 of the said cadastre; measuring sixty-six feet in width (66') and three hundred and ninety-three and two tenths feet in length, (393.2'); containing an area of twenty-five thousand nine hundred and fifty-one and two tenths square feet (25,951.2'), English measure;

d. Lot 5-358 (street) of the cadastre of the parish of the Longue-Pointe, shown by letters A.B.X. on plan V-35 Longue-Pointe; of triangular shape, bounded on the northeast by lot 5-362 (Vimont street), on the south by lot 5-357, on the northwest by lot 5-359 (de Rouen street) measuring ten feet (10') on its northeast and northwest lines and fourteen and fourteen hundredths feet (14.14') on the south; containing an area of fifty square feet (50'), English measure;

e. Lot 5-362 (Vimont street) of the cadastre of the parish of Longue-Pointe, shown by letters F.G.H.Y. on plan V-35 Longue-Pointe; of trapezoid shape, bounded on the northeast by lots 5-363 and 5-364 (street), on the southeast by lot 5-355 (Souigny Avenue), on the southwest by lots 5-357, 5-358, (street) 5-359 (de Rouen street) and 5-361, on the northwest by an unsubdivided part of lot 5 (Vimont street); measuring sixty-six (66') feet in width, three hundred and ninety-

pieds et quatre dixièmes de pied (396.4') au nord-est et quatre cent un pieds et deux dixièmes de pied (401.2') au sud-ouest; contenant en superficie vingt-six mille trois cent vingt pieds carrés et huit dixièmes de pied carré (26,320.8') mesures anglaises;

f) Le lot 5-364 (rue) du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, montré par les lettres J.K.Y. sur le plan V-35 Longue-Pointe; de figure triangulaire, borné au nord par le lot 5-363, au sud-est par le lot 5-355 (avenue Souigny), au sud-ouest par le lot 5-362 (rue Vimont); mesurant treize pieds et six dixièmes de pied (13.6') au nord et dix pieds (10') dans ses lignes sud-est et sud-ouest; contenant en superficie quarante-neuf pieds carrés et quatre-vingt-cinq centièmes de pied carré (49.85'), mesures anglaises;

g) Le lot 5-355 (avenue Souigny) du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, montré par les lettres F.L.O.P. sur le plan V-35 Longue-Pointe; de figure parallélogrammatique, bornée au nord-est par une partie du lot 8 (avenue Souigny), au sud-est par le lot 506 (C.N.R.), au sud-ouest par le lot 5-356 (avenue Souigny), au nord-ouest par les lots 5-362 (rue Vimont), 5-364 (rue) et 5-363; mesurant cinquante pieds (50') de largeur et cent soixante-seize pieds et quatre dixièmes de pied (176.4') dans ses lignes sud-est et nord-ouest; contenant en superficie huit mille huit cent vingt pieds carrés (8,820'), mesures anglaises;

h) Une partie du lot 8 (avenue Souigny) du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, montrée par les lettres O.L.M.N. sur le plan V-35 Longue-Pointe; de figure parallélogrammatique, bornée au nord-ouest et au nord-est par d'autres parties dudit lot 8, au sud-est par le lot 506 (C.N.R.), au sud-ouest par le lot 5-355 (avenue Souigny), mesurant cinquante pieds (50') de largeur et deux cent quatre-vingt-trois pieds (283') dans ses lignes sud-est et nord-ouest; contenant en superficie quatorze mille cent cinquante pieds carrés (14,150'), mesures anglaises. Les terrains décrits aux paragraphes b, c, d, e, f, g, h, ont été cédés à la cité pour fins de rues par Viauville Lands Limited, le 25 avril 1946 par acte reçu devant Me L.-A. Marchessault,

six and four tenths feet (396.4') on the northeast and four hundred and one and two tenths feet (401.2') on the southwest; containing an area of twenty-six thousand three hundred and twenty and eight tenths (26,320.8'), square feet, English measure;

f. Lot 5-364 (street) of the cadastre of the parish of Longue-Pointe, shown by letters J.K.Y. on plan V-35 Longue-Pointe; of triangular shape, bounded on the north by lot 5-363, on the southeast by lot 5-355 (Souigny Avenue), on the southwest by lot 5-362 (Vimont street); measuring thirteen and six tenths feet (13.6') on the north and ten feet (10') in its southeast and southwest lines; containing an area of forty-nine and eighty five hundredths square feet (49.85'), English measure;

g. Lot 5-355 (Souigny avenue) of the cadastre of the parish of Longue-Pointe, shown by letters F.L.O.P. on plan V-35 Longue-Pointe; in the shape of a parallelogram, bounded on the northeast by a part of lot 8 (Souigny avenue), on the southeast by lot 506 (C.N.R.), on the southwest by lot 5-356 (Souigny avenue), on the northwest by lots 5-362 (Vimont street), 5-364 (street) and 5-363; measuring fifty feet (50') in width and one hundred and seventy-six and four tenths feet (176.4') in its southeast and northwest lines; containing an area of eight thousand eight hundred and twenty square feet (8,820'), English measure;

h. Part of lot 8 (Souigny avenue) of the cadastre of the parish of Longue-Pointe, shown by letters O.L.M.N. on plan V-35 Longue-Pointe; in the shape of a parallelogram, bounded on the northwest and the northeast by other parts of the said lot 8, on the southeast by lot 506 (C.N.R.), on the southwest by lot 5-355 (Souigny avenue), measuring fifty feet (50') in width and two hundred and eighty-three feet (283') in its southeast and northwest lines; containing an area of fourteen thousand one hundred and fifty square feet (14,150'), English measure. The lots described in paragraphs b, c, d, e, f, g, h, were ceded to the city for street purposes by Viauville Lands Limited, on April 25th, 1946, by a deed received before Me L.-A. Marchessault,

notaire, sous le numéro 3,186 de son répertoire et enregistré le 27 du même mois, sous le numéro 649,425.

Expropriation
validée.

27. Est déclarée valide et légale à toutes fins que de droit l'expropriation par la cité des immeubles suivants:

a) les immeubles requis pour l'ouverture de la rue Burnside, entre les rues Stanley et Drummond, tels qu'indiqués sur le plan B-86 Saint-Antoine, daté du 28 mai 1954 et révisé le 29 juin 1955, portant la signature du directeur du service des travaux publics de la cité et déposé dans ses bureaux;

b) une partie du lot 1,469 du cadastre officiel du quartier Saint-Antoine située au sud de l'emprise projetée pour la rue Burnside, entre les rues Stanley et Drummond ainsi que les bâtisses dessus érigées, pour permettre un meilleur aménagement des abords de la rue Burnside à cet endroit, le tout tel qu'indiqué sur le plan B-86 Saint-Antoine mentionné au paragraphe précédent.

Revente.

La cité est autorisée à revendre tous ces immeubles à l'exception du terrain requis pour l'ouverture de la rue Burnside tel qu'indiqué sur le plan B-105 Saint-Antoine, daté du 10 janvier 1958, portant la signature du directeur du service des travaux publics de la cité et déposé dans ses bureaux.

Propriété
confirmée.

28. La cité est déclarée propriétaire des terrains ci-après décrits formant autrefois partie de l'assiette du vieux chemin Lachine, et elle peut les vendre ou les échanger suivant les dispositions de sa charte:

Description

1. Une partie de l'ancien chemin Upper Lachine (sans numéro cadastral) située dans le cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal et marqué des lettres A B C D E F sur le plan U-22 Notre-Dame-de-Grâce préparé par le service des travaux publics en date du 13 janvier 1958; de figure irrégulière; bornée à l'est par une partie du lot 166, au sud-est par une partie du lot 166 et par les lots 161-5, 161-4 et 161-3, au nord-ouest par une autre partie de l'ancien chemin Upper

notary, under number 3,186 of his repository and registered on the 27th of the same month under number 649,425.

27. Is declared valid and legal to all intents and purposes the expropriation by the city of the following immovables:

a. The immovables required to open Burnside street, between Stanley and Drummond streets, as indicated on plan B-86 Saint-Antoine, dated May 28th, 1954, and revised June 29th, 1955, bearing the signature of the director of the public works department of the city and deposited in his office;

b. Part of lot 1,469 of the official cadastre of Saint-Antoine Ward located south of the proposed bed of Burnside street, between Stanley and Drummond streets and of the buildings erected thereon to allow a better lay-out of the approaches of Burnside street at this site, the whole as shown on plan B-86 Saint-Antoine ward mentioned in the preceding paragraph.

The city is authorized to resell all these immovables with the exception of the land required for the opening of Burnside street as shown on plan B-105 Saint-Antoine, dated January 10th, 1958, bearing the signature of the director of the public works department of the city and deposited in his office.

Expropriation
validated.

Resale.

28. The city is declared to be the owner of the lots hereunder described formerly being part of the bed of old Lachine road, and it may sell or exchange them according to the provisions of its charter:

Ownership
confirmed.

Description

1. A part of the old Upper Lachine road (without cadastral number) located in the official cadastre of the municipality of the parish of Montréal and marked by letters A B C D E F on plan U-22 Notre-Dame-de-Grâce, prepared by the public works department, dated January 13th, 1958; of irregular shape; bounded on the east by part of lot 166, on the southeast by part of lot 166 and by lots 161-5, 161-4 and 161-3, on the northwest by another part of the old Upper Lachine road (with-

Lachine (sans numéro cadastral); mesurant quatre-vingt-seize pieds (96.0') dans sa ligne est, cent quatre-vingts pieds (180.0') et deux cent cinquante-trois pieds (253.0') dans ses lignes sud-est, cent trente-cinq pieds (135.0'), cent onze pieds et six dixièmes de pied (111.6') et deux cent quatre-vingts (280.0') dans ses lignes nord-ouest; contenant en superficie huit mille deux cent quarante-cinq pieds carrés (8,245'), mesures anglaises.

2. Une partie de l'ancien chemin Upper Lachine (sans numéro cadastral) située dans le cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal, et marquée des lettres G H J sur le plan susmentionné; de figure irrégulière; bornée au sud-est par une partie du lot 170, au sud par une partie des lots 170 et 166, au nord-ouest par une autre partie de l'ancien chemin Upper Lachine (sans numéro cadastral), aujourd'hui rue Saint-Jacques; mesurant cent quatre-vingt-onze pieds (191.0') le long de la ligne qui la sépare de la partie susmentionnée du lot 170, quarante-six pieds (46.0') le long de la ligne qui la sépare de la partie susmentionnée du lot 166, cent quatre-vingts pieds (180.0') au nord-ouest; contenant en superficie mille neuf cent cinquante pieds carrés (1,950'), mesures anglaises.

out cadastral number); measuring ninety-six feet (96.0') in its east line, one hundred and eighty feet (180.0'), and two hundred and fifty-three feet (253.0') in its south-east lines, one hundred and thirty-five feet (135.0'), one hundred and eleven and six tenths feet (111.6') and two hundred and eighty (280.0') in its northwest lines; containing an area of eight thousand two hundred and forty-five square feet (8,245'), English measure.

2. A part of the old Upper Lachine road (without cadastral number) located in the official cadastre of the municipality of the parish of Montréal, and marked by letters G H J on the above-mentioned plan; of irregular shape; bounded on the southeast by part of lot 170, on the south by part of lots 170 and 166, on the northwest by another part of the old Upper Lachine road (without cadastral number), to-day Saint-Jacques street; measuring one hundred and ninety-one feet (191.0') along the line separating it from the above-mentioned part of lot 170, forty-six feet (46.0') along the line separating it from the above-mentioned part of lot 166, one hundred and eighty feet (180.0') on the northwest; containing an area of one thousand nine hundred and fifty square feet (1,950'), English measure.

Disposition non applicable.

29. a) L'article 17 de la Loi instituant un conseil provincial des sports, 3 George VI, chapitre 67, et Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 253, ne s'applique pas à la cité de Montréal.

La présente disposition aura effet à compter du 28 avril 1939.

1955-56, c. 69, a. 62, am.

b) L'article 62 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 69, est modifié en ajoutant, après le paragraphe e, le paragraphe suivant:

Spectacles de lutte, etc.

"f) Pour prohiber les spectacles de boxe, de lutte ou de judo entre des athlètes de sexe féminin ou entre des athlètes de sexe différent ou entre un être humain et un animal."

Taxis.

30. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, entre le trente avril 1958 et le trente avril 1959, dans toute municipalité située dans l'île de Montréal:

29. a. Article 17 of the Act to create a provincial sports council, 3 George VI, chapter 67 and Revised Statutes, 1941, chapter 253, shall not apply to the city of Montréal.

The present provision shall take effect as from April 28th, 1939.

b. Article 62 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 69 is amended by adding thereto, after paragraph e, the following paragraph:

"f. To prohibit boxing, wrestling or judo exhibitions between athletes of the female sex or between athletes of different sexes or between a human being and an animal."

30. Notwithstanding any legislative provision incompatible with the present, between the 30th of April 1958 and the 30th of April 1959, in any municipality located on the Island of Montréal:

Provision not to apply.

1955-56, c. 69, a. 62, am.

Boxing exhibitions, etc.

Taxis.

a) le taux de la taxe sur les propriétaires de véhicules automobiles dont ceux-ci se servent pour exercer le métier de cocher, roulier public ou pour fins de location ne devra pas être augmenté;

b) le nombre des permis de taxi en opération le trente avril 1958 dans la cité de Montréal ne devra pas être augmenté;

c) le nombre des permis de taxi en opération dans chacune des autres municipalités ne devra pas excéder un permis par quatre cents de population tel que constaté par le certificat du greffier ou du secrétaire-trésorier, donné sous son serment d'office.

Cependant, cette limite est portée au nombre de permis légalement accordés et existant au premier février 1957, dans le cas de telles de ces municipalités où le nombre de ces permis excède la proportion fixée au présent paragraphe.

1899,
c. 58,
a. 344d,
aj.

31. La loi 62 Victoria, chapitre 58, est modifiée en ajoutant, après l'article 344c, l'article suivant:

Emprunt
autorisé.

"344d. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, la cité, subordonnement à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec peut, pour fins de réfection de ses rues, emprunter une somme n'excédant pas un total de cinq millions de dollars et remboursable dans les cinq ans, pour défrayer le coût des revêtements ou recouvrements en asphalte et des autres travaux corrélatifs dans lesdites rues. La cité doit assumer seule le coût de ces travaux."

Commis-
sion mé-
tropol-
itaine de
Montréal.

32. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente,

a) la Commission métropolitaine de Montréal sera, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, composée de dix-sept membres, dont seize nommés conformément aux dispositions de la loi 11 George V, chapitre 140, et ses amendements, et un autre, par le lieutenant-gouverneur en conseil;

b) ce dernier membre, ainsi que ses successeurs, seront choisis parmi les contribuables de la cité de Montréal;

a. the rate of the tax on the owners of motor vehicles which the latter use to carry out the trade of hackman, common carrier or for hiring purposes, shall not be increased;

b. the number of taxi permits in operation on April 30th, 1958, in the city of Montréal shall not be increased;

c. the number of taxi permits in operation in each of the other municipalities shall not exceed one permit per four hundred persons in population as shown by the certificate of the clerk or the secretary-treasurer, given under his oath of office.

However, such limit is brought to the number of permits legally granted and existing on the first of February 1957, in the case of such of these municipalities where the number of these permits shall exceed the proportion fixed in the present paragraph.

31. The act 62 Victoria, chapter 58, is amended by adding, after article 344c thereof, the following:

1899,
c. 58,
a. 344d,
added.

"344d. Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith, the city may, subject to the previous approval of the Municipal Commission of Quebec for the resurfacing of its streets, borrow a sum not exceeding a total amount of five million dollars repayable in five years, to meet the cost of asphalt covering or resurfacing, and other works connected therewith, on the said streets. The cost of such works shall be met by the city alone."

Loan au-
thorized.

32. Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith,

a. the Montreal Metropolitan Commission shall comprise, from and after the coming into force of this act, seventeen members, sixteen of whom to be appointed in conformity with the provisions of the act 11 George V, chapter 140, and its amendments, and another member by the Lieutenant-Governor in Council;

b. the latter member, as well as his successors, shall be chosen amongst the ratepayers of the city of Montréal;

Montreal
Metropo-
litan
Commis-
sion.

c) ils rempliront d'office, à compter de leur nomination, la fonction de président de la commission;

d) la commission fixera leur traitement, qui ne devra dans aucun cas être inférieur à celui du président précédent.

Interprétation.

Sauf en ce qui concerne la présidence de la commission, qui dorénavant sera dévolue, tel que ci-dessus stipulé, au commissaire nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, les dispositions du présent article ne doivent pas être interprétées comme affectant les attributions ou le terme d'office des membres actuels de la commission; ceux-ci demeureront en fonction jusqu'à l'expiration de leur mandat en conformité des dispositions de la loi 11 George V, chapitre 140, et ses amendements.

Entrée en vigueur.

33. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

c. they shall hold, *ex officio*, the office of chairman of the commission, as from their appointment;

d. the commission shall fix their salary which shall be in no case less than the salary of the former chairman.

Save with respect to the chairmanship in the commission, that shall henceforth be granted, as above stated, to the commissioner appointed by the Lieutenant-Governor in Council, the provisions of this article shall not be interpreted as affecting the attributions or the term of office of the present members of the commission; such members shall remain in office until the termination of their appointment, in conformity with the provisions of the act 11 George V, chapter 140, and its amendments.

Interpretation.

33. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.